

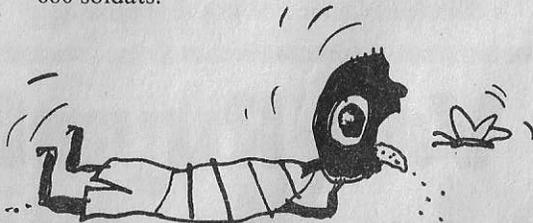
Quand les paras français instruisaient l'armée hutue...

C'EST fort mollement que la France soutient, à l'ONU, le projet rwandais de constitution d'un tribunal international destiné à juger les responsables du génocide. Peut-être par crainte de certains rappels grinçants.

Le livre de Pascal Krop « Le génocide franco-africain » (éditions Lattès) — fondé sur des témoignages et documents pour la

plupart déjà publiés — dresse un inventaire accablant des responsabilités françaises au Rwanda depuis vingt ans.

En 1975, rappelle Krop, Giscard et Habyarimana signent un accord d'assistance militaire. Mais Mitterrand va l'enrichir. En octobre 1990, alors que son fils Jean-Christophe, alias Papamadit, dirige la cellule africaine de l'Elysée, Habyarimana lui téléphone, réclamant l'envoi de plusieurs centaines de paras. But : épauler l'armée nationale occupée à repousser le FPR, en train d'envahir le nord du pays. Le fils de Tonton acquiesce immédiatement et, dès lors, les effectifs militaires au Rwanda ne cesseront de croître, jusqu'à atteindre 680 soldats.



Certains officiers — tel le colonel Thibaut — ajoutent à leurs fonctions celle de conseiller militaire du président Habyarimana. D'autres, comme en a témoigné l'avocat belge Eric Gillet, interrogent (sans violence), dans la prison de Kigali, des prisonniers du FPR.

Les Français « nous ont appris à capturer nos victimes et à les attacher, révèle un "repenti" hutu, Janvier Afrika. Cela se passait dans une base au centre de Kigali. C'est là qu'on torturait et c'est également là que l'autorité française avait ses quartiers. » Ce

repenti est-il crédible ? C'est en tout cas à partir de ses indications que plusieurs charniers ont été récemment découverts.

Diplomate aphone

Parallèlement, plusieurs associations de droits de l'homme ont enquêté sur la liquidation systématique d'opposants hutus et de Tutsis. En 1993, Jean Carbonare, président de l'association Survie, affirmait :

« J'ai vu, dans le fameux camp de Bi-gogwe, les instructeurs français qui formaient les soldats responsables des massacres dans la région. (...) C'est dans ce camp que, par camions entiers, les civils étaient amenés, torturés et exécutés. Quand j'ai vu l'ambassadeur de France à Kigali, je lui ai dit : "Monsieur Martre, vous ne pouvez pas ne pas savoir ce qui se passe. Nous avons ouvert des fosses communes, trouvé les corps des suppliciés." Son Excellence est restée de marbre. »

Un peu plus tard, ce diplomate qualifia ces informations de « rumeurs ». Comme il ignorera également les appels au meurtre planifié que distillent la radio et, dans des discours publics, des proches du Président, et que reproduit le journal « Kangura ».

« A l'automne 93, raconte Pascal Krop, c'est avec tapis rouge et garde d'honneur que Mitterrand reçoit à Paris son ami Habyarimana. » Remarque de Tonton : « Il est venu à ma connaissance des exactions, des choses inacceptables. Je sais bien que vous êtes à la tête d'un pays en guerre, mais... » Réponse de l'hôte : « Je suis au courant. Il y a des extrémistes. Ces coupables seront poursuivis... » On connaît la suite.